

# Révision de la méthodologie d'examen d'un projet d'ouvrage de stockage d'électricité dans les zones non interconnectées

*Date de la contribution : 17/06/2024*

## Introduction

### Modalités de transmission du dossier

**Question 1 :** Les évolutions envisagées relatives aux modalités de transmission du dossier de saisine vous paraissent-elles adaptées ?

La simplification de la procédure de soumission du dossier paraît appropriée. Le moyen de soumission des dossiers, son contenu et le format exigé doivent être explicitement définis plusieurs mois à l'avance afin de laisser suffisamment de temps aux développeurs de projets de réaliser le dossier.

### Articulation entre les différentes technologies de stockage

**Question 2 :** Partagez-vous la nécessité de faire évoluer les dispositions relatives à l'articulation des différentes technologies de stockage ?

Pas de commentaires.

**Question 3 :** Les évolutions envisagées, notamment la possibilité de saisir la CRE hors guichet en gré à gré, la possibilité de réaliser des guichets dédiés aux technologies prioritaires et de réserver un volume lors des autres guichets si les projets ne sont pas prêts, vous paraissent-elles répondre aux difficultés rencontrées ?

Pas de commentaires en particulier. Cela concerne plutôt les développeurs de STEP.

Si dans le futur la PPE est modifiée de telle manière à prioriser les installations de stockage électrochimiques dans une ZNI, cette possibilité de saisir la CRE hors guichet en gré à gré s'appliquera-t-elle ?

### Documents relatifs aux autorisations administratives

**Question 4 :** Les exigences relatives aux autorisations administratives envisagées pour les projets de stockage électrochimique (batteries) et plus généralement pour les projets qui ne sont pas soumis à autorisation environnementale vous paraissent-elles adaptées ?

L'uniformisation des dossiers de saisine pour le stockage électrochimique et le fait d'exiger explicitement un permis de construire sont des mesures appropriées.

Concernant la déclaration ICPE, celle-ci est rattachée à la demande de permis de construire et par conséquent dépend de la réglementation en vigueur lors du dépôt de ladite demande. Ainsi pouvez-vous confirmer que le projet peut être déclaré sous un régime d'ICPE devenu caduque entre le dépôt de la demande de permis et la date de dépôts du dossier de saisine auprès de la CRE ?

**Question 5 :** S'agissant des projets soumis à autorisation environnementale, notamment les projets de STEP, quels documents vous semble-t-il pertinent d'exiger lors de la saisine ?

Pas de commentaire.

**Question 6 :** Pour ces mêmes projets, à quel stade de développement et état des démarches d'autorisation est-il possible de saisir la CRE avec un dossier de saisine comportant des coûts engageants et justifiés ?

Pas de commentaire.

## Documents relatifs au raccordement

**Question 7 :** Partagez-vous les constats sur les problématiques rencontrées ? Identifiez-vous d'autres problématiques relatives à l'articulation entre les demandes de raccordement et les guichets stockage ?

Nous partageons les constats sur ces problématiques.

Une problématique non citée concerne la durée de validité d'une PRAC ou d'une PTF qui est de 3 mois et qui impose donc un calendrier serré pour déposer ces demandes. En imaginant que la PRAC soumise dans le dossier de saisine doit être en cours de validité à la clôture du dépôt des offres, cela implique que toutes les demandes de PRAC concernant un guichet devront être déposées entre 4 mois (comme prescrit par la CRE afin de laisser suffisamment de délais au GRD) et 6 mois avant la date de clôture de dépôt des offres ce qui laisse une fenêtre assez restreinte pour la soumission des demandes de PRAC et pourrait induire une charge trop importante pour le GRD

La question sous-jacente, à quelle échéance la PRAC doit-elle être valide ?

**Question 8 :** Le principe général de la solution envisagée à ce stade, consistant à ne faire rentrer en file d'attente que les lauréats du guichet, répond-elle aux difficultés rencontrées ?

Remplacer la nécessité d'une PTF par celle d'une PRAC pour tous les projets semble être une mesure appropriée en ce qui concerne la problématique de fil d'attente et les impacts forts et incontrôlables que les projets peuvent générer les uns sur les autres ce qui donne une importance excessive au raccordement et à l'ordre d'entrée en file d'attente.

**Question 9 :** Les solutions identifiées relatives à l'estimation du coût de raccordement des différentes combinaisons de projets lors de la phase d'instruction vous paraissent-elles adaptées ?

Le fait d'exiger une PRAC plutôt qu'une PTF semble adapté afin d'évaluer les projets sur une base égalitaire.

Les PTF donnant un avantage concurrentiel sur les porteurs de projets bénéficiant de PRAC, il paraît judicieux d'uniformiser dans tous les dossiers le type de document exigé.

Il faudrait cependant confirmer qu'un dossier comprenant une PTF au lieu d'une PRAC ne serait alors pas recevable dans le cas où la demande de PTF ait été effectuée après la révision de la méthodologie.

Pour des questions d'équité, il paraît préférable qu'il ne soit pas possible pour les porteurs de projets ayant déjà fait leur demande de PTF avant la révision de la méthodologie de fournir une PTF dans leur dossier. Il serait donc préférable que la question du document de raccordement soit tranché avant décembre 2024. En effet, la durée d'instruction d'une PTF est de 3 mois et la durée de validité de la PTF est de trois mois également. Ceci implique que la demande de PTF doit être déposée au plus tôt 6 mois avant l'échéance de dépôt des dossiers. En considérant l'appel d'offre le plus proche dans le temps (dépôt des offres en mai 2025 pour la Guadeloupe), cela implique une demande de PTF déposée en décembre 2024.

De plus, pour des questions de transparence, il semble nécessaire que les coûts supplémentaires nécessaires à la réalisation d'une combinaison de projets et la procédure d'allocation de ces coûts aux divers projets concernés soient rendus publics et qu'ils ne soient pas utilisés afin de discriminer les projets les uns des autres de manière opaque.

Il semble important de noter que toute PTF (pour un projet participant ou non à l'appel d'offre) modifiera les coûts de raccordement ainsi que les capacités allouables aux projets participant à l'appel d'offre.

**Question 10 :** Identifiez-vous d'autres solutions susceptibles de répondre aux problématiques rencontrées ?

Il pourrait être envisagé de n'exiger aucun document relatif au raccordement dans le dossier de saisine et que le coût de raccordement des combinaisons examinées par la CRE soit examiné par le GRD lors de l'instruction des dossiers. Ceci permettrait notamment d'éviter une charge importante de travail en amont du guichet pour le GRD avec comme contrainte forte la date limite de soumission des dossiers. De plus ceci permettrait de chiffrer plus justement les coûts de raccordement pour les combinaisons de projet afin de mieux évaluer les économies de charges réalisées.

## Dimensionnement des projets de batteries

**Question 11 :** Partagez-vous les constats sur les problématiques évoquées ?

Nous partageons partiellement ces constats.

**Question 12 :** La fixation par la CRE de certaines caractéristiques des installations (rapport énergie / puissance, fourniture d'inertie, durée du contrat et nombre de cycle annuels) vous semble elle opportune ?

**Rapport énergie/puissance :** Fixer le rapport énergie/puissance ne semble pas être opportun dans le cadre de ces appels d'offres.

**Inertie :** L'interdiction d'adjoindre des dispositifs visant à fournir de l'inertie électrique au réseau semble opportune. Cependant, dans son cahier des charges techniques<sup>[1]</sup> pour du stockage en ZNI EDF SEI exige la présence de la fonctionnalité de grid-forming. La CRE confirme-t-elle l'intégration obligatoire de cette fonctionnalité dans le cahier des charges de la solution technique proposée malgré l'absence de valorisation additionnelle ?

**Nombre de cycle annuel :** la dégradation de la batterie est régie par son dimensionnement et son cyclage journalier et annuel. Fixer le cyclage permet ainsi un dimensionnement plus précis de l'installation, favorisant ses performances, son exploitation optimale et la maîtrise des coûts d'investissements. Nous sommes en faveur de la limitation du nombre de cycles.

**Durée du contrat :** Fixer la durée du contrat ne semble pas être opportun dans le cadre de ces appels d'offres.

---

<sup>[1]</sup> 2023\_06\_SEI\_Ref46\_CCTP\_Stockage

**Question 13 :** Les valeurs considérées pour ces différents paramètres vous paraissent-elles adaptées ?

**Rapport énergie/puissance :** non pour les raisons évoquées précédemment

**Durée du contrat :** non pour les raisons évoquées précédemment

Nombre de cycle annuel : oui, 400 cycles/an semble pertinent au vu des caractéristiques actuelles des batteries

**Question 14 :** Identifiez-vous d'autres caractéristiques qui gagneraient à être prescrites et à quelles valeurs le cas échéant ?

Non.

## Calendrier des prochains guichets

**Question 15 :** Avez-vous des remarques sur le calendrier envisagé ?

Le calendrier des appels d'offres paraît relativement long et incertain. A raison d'un appel d'offre tous les 3 ans pour une zone, a priori.

Ce rythme ne favorise pas le développement des projets, notamment pour les développeurs n'ayant pas eu le temps pour obtenir toutes les autorisations nécessaires pour leurs dossiers ou n'ayant pas été lauréat du précédent appel d'offre. Il est compliqué de mettre un projet en attente pour une durée aussi longue.

**Question 16 :** Identifiez-vous des dispositions de la méthodologie non abordées dans la présente consultation qui mériteraient d'être modifiées et pour quelles raisons le cas échéant ?

Les ZNI sont concernées pour la plupart par des règles d'urbanisme plus contraignantes que la normale (loi Littoral et loi Montagne) et de manière générale une partie des zones qui ont été définies par EDF SEI pour accueillir du stockage sont affectées par ces contraintes. Il y a souvent incompatibilité entre la nécessité économique et technique de se trouver à proximité des postes sources et ces règles d'urbanismes. Il est nécessaire qu'il y ait une coordination entre la CRE/EDF SEI et les organismes d'état (DEAL/DDTM) à propos de ces appels d'offres pour définir des zones ou des modalités de développement compatibles avec les contraintes et exigences de chacun.

L'idée de définition de zones d'implantation imposées par la CRE permettrait de simplifier largement le format de ces guichets. Dans ces ZNI où les contraintes portant sur le raccordement et sur l'urbanisme sont fortes, il pourrait être opportun pour la CRE de convenir avec les services de l'Etat (commune, DEAL, DDTM) ainsi qu'avec le gestionnaire de réseau de parcelles/zones d'implantation explicite dont le foncier serait sécurisé pour les appels d'offres et imposé aux porteurs de projets. Ceci permettrait de libérer ces derniers des contraintes de raccordement et d'urbanisme et l'appel d'offre ne porterait donc que sur la solution technique et le montant d'investissement proposé.